

La démocratie des “Indignés”

« Politiques, vous êtes prévenus!! Le peuple se réveille. »
Barcelone, Plaça de Catalunya, 21 mai 2011 © Julien Lagarde

Tunis, Le Caire... Puis Barcelone et Madrid, Tel Aviv, New York... et quelques échos par chez nous. Ceux qui manifestent sont jeunes. Ils n'ont pas de références politiques. D'ailleurs, ils se méfient de ceux qui ont par avance réponse à tout et qui, jusqu'à présent, ont eu tout faux. Une révolution? Oui, en Tunisie et en Egypte. Et ailleurs? Il y a un siècle, un certain Lénine expliquait qu'une révolution se produit « lorsque ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus ». Tout doucement, ça commence à y ressembler... même si ça ne ressemble à rien de connu. Faut-il se mettre à y croire?

À moins qu'il ne s'agisse d'un immense malentendu, un « buzz » amplifié par les réseaux sociaux. Erreur, explique FRANÇOIS THOREAU. Les réseaux sociaux ont bien été détournés de leur objet par la jeunesse arabe à fins collectives non prévues au programme. De la révolte arabe, ANNE LÖWENTHAL et LAURENT D'URSEL déduisent le « déagisme ». Deux responsables d'organisations de jeunesse, AURELIE DECOENE (Comac-PTB) et OLIVIER BIÉRIN (Ecolo-J) définissent l'attitude de leur courant face au phénomène, tandis que CORINNE GOBIN en relève le principal mobile : le mépris. Enfin, MIN REUCHAMP nous explique une expérience parallèle, le G1000. ■

Facebook, Twitter et la jeunesse arabe

De ce côté-ci de la Méditerranée, on a vite fait d'expliquer la victoire des révoltés de Tunisie et d'Égypte par Facebook et Twitter. Lecture à très courte vue d'événements historiques majeurs! Détournés de leur usage originel, les réseaux sociaux ont, au mieux, servi de simples adjuvants aux révoltés.

FRANÇOIS THOREAU

aspirant du FRS/FNRS au Spiral, Université de Liège

Et la révolution fut. Rien ne laissait présager le Printemps arabe et les mobilisations massives qui ont mis à pied quelques-uns des dictateurs les mieux implantés du monde arabe. Dans des sociétés occidentales en voie d'atonie politique, la force de la mobilisation n'a pas laissé de susciter la perplexité. Qu'est-ce qui, au XXI^e siècle, pousse un peuple à descendre dans la rue et à renverser le régime politique en place?

Sans doute parce que notre système médiatique traverse une crise sans précédent, depuis l'irruption d'internet, tous les regards (occidentaux) se sont tournés vers les réseaux sociaux¹, avec cette question lancinante : les réseaux sociaux sont-ils la cause du printemps arabe? On connaît la trame narrative classique. Une situation initiale, un élément perturbateur, des péripéties qui font le corps de l'histoire et, enfin, la résolution du problème : le régime chute ou se maintient.

Dans ce récit, typiquement occidental, les réseaux sociaux – Facebook, Twitter et consorts – sont isolés et identifiés comme étant le principal facteur de changement, le fameux élément perturbateur, ce par quoi la révolution est advenue. Il faut faire un sort à ce récit, qu'il convient d'abord de remettre en perspective. Face à un ensemble d'éléments complexes, qui, tous, ont partie liée au printemps arabe, mais dont au-

cun n'en fournit la clé de compréhension définitive, la question de la causalité finit par perdre son sens. Il devient alors possible – et beaucoup plus intéressant – de chercher à comprendre ce que la jeunesse arabe a fait aux réseaux sociaux, c'est-à-dire comment elle a transgressé l'usage qu'elle était supposée en faire.

Commençons donc, tout d'abord, par dédramatiser le rôle, quel qu'il soit, qu'ont pu jouer les réseaux sociaux dans les révolutions arabes. C'est que, au bout du compte, ces mobilisations massives constituent un événement qui ne se laisse pas réduire à la somme d'un certain nombre de variables contextuelles. Tentons, malgré tout, de départager quelques tenants et aboutissants de la situation, sur lesquels vient se greffer – dans une alchimie difficilement définissable – la question des réseaux sociaux.

LES FACTEURS MACRO

L'historien et politologue Emmanuel Todd propose de prendre de la hauteur, et de se pencher sur les facteurs macro-politiques². Dans son analyse, il identifie principalement deux facteurs importants de changements. Le premier est un ralentissement démographique, consécutif à un boom sans précédent, qui pose de nombreuses questions, notamment sur le plan de l'accès aux ressources. Ainsi, en Égypte, où la population a quadruplé au long des six dernières décennies, les deux-tiers des habitants ont moins de 30 ans, et n'ont de ce

fait jamais connu d'autre régime politique que la dictature Moubarak.

L'autre facteur que Todd pointe est l'alphabétisation, en progrès constant dans les pays du Maghreb. Comment imaginer que l'accès à l'éducation, a minima au niveau fondamental, d'une vaste majorité de la population, ne joue en rien dans les conditions de possibilité d'un soulèvement populaire? À cet égard, l'Unicef décerne des bilans plu-

Au bout du compte, ces mobilisations massives constituent un événement qui ne se laisse pas réduire à la somme d'un certain nombre de variables contextuelles.

tôt satisfaisants, aussi bien pour la Tunisie, l'Égypte que la Libye, où l'on s'aperçoit que les écoles primaires sont extrêmement bien fréquentées.

AU NIVEAU DES MÉDIAS

Quittons maintenant la vue « hélicoptère », sans doute un peu désincarnée, pour revenir sur la question de l'évolution des paysages médiatiques dans la région. Il est indéniable qu'à ce ►

1 Et donc sur les nombrils de nos sociétés. On est en droit de se demander si les incessants ergotages sur les réseaux sociaux rendent justice au caractère historique des événements en cours.

2 Y. Courbage et E. Todd, *Le rendez-vous des civilisations*, Paris, Seuil, 2007.



titre, attribuer au seul internet la palme de l'innovation est un peu léger. Une série de médias novateurs, soit sur le plan du contenu, soit sur le plan de la diffusion, ont considérablement reconfiguré un espace jusque-là verrouillé par le pouvoir politique.

Ainsi, Jonathan Piron a démontré le rôle crucial et l'excellente diffusion de la télévision satellite et l'émergence d'un pluralisme idéologique qui s'est imposé *de facto*. L'emblème le plus marquant en est sans doute la chaîne qatarie d'information en continu, Al-Jazeera. On peut créditer la diversification de l'offre télévisuelle d'avoir bousculé « les standards traditionnels d'information dans le monde arabe, en brisant la censure des régimes autoritaires »³.

Bien sûr, comme dans le monde entier, les régimes en place ont été déstabilisés par les révélations de câbles sensibles, diffusés par Wikileaks. Par exemple, en Tunisie, les agissements (très) profitables de la belle-famille de Ben Ali ont certainement galvanisé une population spoliée dans les grandes largeurs. Que dire encore des téléphones portables, dont on sait qu'ils sont bien mieux implantés en Afrique du Nord qu'Internet, dont les taux de pénétration restent encore faibles (34% en Tunisie, 21% en Égypte)?

Bref, on peut tirer une double conclusion de ce qui précède. D'une part, Internet en général, et les réseaux sociaux en particulier, ont contribué à décroquer l'information, au même titre que d'autres médias novateurs, dans les pays touchés par le Printemps arabe. Ces ouvertures du paysage médiatique se sont produites dans un contexte général qui prêtait sans doute le flanc à de profondes évolutions politiques – dont la démographie ou l'alphabétisation sont deux aspects, sans doute loin d'être exclusifs.

LES RÉSEAUX DÉTOURNÉS

On le constate, la question qui se pose n'est donc pas tellement

celle d'une attribution unilatérale de causalité : quel est le facteur déclencheur de ces mobilisations? Discours qui, outre son aspect réducteur, finit par obérer la question du sens et l'importance de ces mouvements largement populaires.

En revanche, tous ces slogans sur la « révolution Twitter » véhiculent l'idée de réseaux sociaux neutres sur le plan technique. Leur existence est une donnée de départ du problème, et c'est à partir de leur irruption dans les sociétés arabes qu'il devient pos-

Certains sujets très partagés par une communauté d'utilisateurs peuvent se trouver projetés sur le devant de la scène, avec une forte visibilité, dans un mouvement aussi intense qu'éphémère.

sible de s'interroger sur ce qu'ils ont causé. Cet argument à sens unique mérite une mesure de symétrie. Et si les révolutionnaires arabes avaient commencé par transgresser l'usage qu'ils étaient supposés faire de ces technologies? Et si le premier changement observable était précisément celui qui s'est opéré sur les réseaux sociaux eux-mêmes?

L'hypothèse est *a priori* crédible : si les réseaux sociaux ont joué un rôle dans le Printemps arabe, alors c'est que leurs utilisateurs – les jeunes Arabes – en ont fait un usage transgressif. Autrement dit, ils se sont réappropriés les caractéristiques techniques génériques du réseau et les ont détournées à des fins révolutionnaires qui n'étaient pas franchement écrites dans les « gènes » des Twitter et autres Facebook.

Ce n'est pas un phénomène neuf qu'une technologie particulière, notamment dans le domaine de la communication, soit détournée de l'usage qui en avait été projeté par ses concepteurs. Ainsi, il est de notoriété publique que le téléphone avait été conçu

avant tout à des fins professionnelles : c'était un outil qui devait permettre aux dirigeants de communiquer plus rapidement et à moindre coût. C'est de manière tout à fait inattendue que les épouses de ces mêmes dirigeants, le plus souvent femmes au foyer, s'en sont servies pour connecter leurs solitudes respectives, faisant de cet appareil l'appendice à communication personnelle qu'il est également devenu.

C'est par une manière de transgression que l'objet se transforme et devient ce qu'en font ses collectifs d'utilisateurs. Songeons maintenant aux réseaux sociaux ; quelles sont leurs caractéristiques génériques? Tout d'abord, ils sont le support d'une information minimaliste. Aussi bien

Facebook que Twitter limitent très fortement l'importance des contenus publiables, qui ne peuvent guère dépasser l'ordre de grandeur du SMS, en texte, ou d'une image simple. En revanche, et peut-être que ceci explique cela, ils permettent une diffusion extrêmement rapide de l'information, pour ne pas dire instantanée.

Enfin, la description serait incomplète sans la dynamique d'emballement, dite du « buzz », qui est consubstantielle au fonctionnement des réseaux sociaux. Par l'agrégation exponentielle de préférences individuelles, certains sujets très partagés par une communauté d'utilisateurs peuvent se trouver projetés sur le devant de la scène, avec une forte visibilité, dans un mouvement aussi intense qu'éphémère.

LES RÉSEAUX POUR MOBILISER

On comprend donc qu'une technologie, qui permet de répandre à toute allure une information sommaire – telle qu'un lieu de rendez-vous, avec un effet viral, se prête volontiers à des mobili-

sations massives et « sur le vif ». Nos « flashmobs », dont les vidéos caracolent en tête des classements sur YouTube, n'en sont qu'un avatar. Dans des registres tout différents, ces mêmes mécanismes ont contribué au spectaculaire retentissement qu'avait provoqué l'image de Neda Soltani, cette jeune manifestante irakienne morte sous les balles des milices du régime. Cet événement avait hérisé les manifestants irakiens en 2009, et suscité une vive réaction des opinions et chancelleries occidentales.

Pourtant, il était loin d'être acquis que les réseaux sociaux servent, comme à l'occasion du Printemps arabe, à mobiliser les foules. Dès l'origine, en effet, ces outils avaient été conçus et présentés comme des vitrines d'exposition de nos egos hypertrophiés. Ainsi, Twitter propose à ses utilisateurs de répondre à la question « que suis-je en train de faire? », sur le mode du gazouillis (*tweet* est un verbe signifiant « gazouiller »), soit une manière légère et inoffensive de parler de vous à ceux que cela peut bien intéresser. Loin, très loin, du vecteur d'information à transmission immédiate qu'on en fait aujourd'hui (qui permet la primauté de l'info et sa portabilité extrême).

Facebook, pour sa part, pousse la logique un cran plus loin, et donne la possibilité à tout un chacun de partager sa vie entière. La dernière application proposée s'appelle « Timeline » et se pré-

sente comme une sorte de carnet de vie, avec photos, vidéos, humour du moment, le tout étant dûment enregistré et présenté à la manière d'une histoire, comme un long fil qui retracerait, en les suivant, les méandres de la vie. Si l'on accepte cette définition de Facebook, alors on peut discuter, par exemple, des dangers qu'une telle exposition fait courir à la vie privée. Après tout, Facebook doit trouver un *business model* et doit bien vendre quelque chose à ses annonceurs. Il n'est pas dit, toutefois, que les deux citoyens britanniques qui ont écopé de quatre ans de prison chacun, pour avoir créé des « groupes Facebook » invitant aux émeutes, se retrouvent dans cette définition⁴.

LES RÉSEAUX PROFANÉS

Ce faisant, toutefois, on est loin de soulever la question de la subversion de ces « programmes », inscrits dans le développement des réseaux sociaux, par la jeunesse arabe. Ces outils étaient supposés démocratiser le « quart d'heure de gloire » pour tous, faisant de chacun le centre de son petit monde, lors de chaque mise à jour de son statut. Et voilà qu'on les retrouve au cœur de la tourmente arabe! Lors du dernier sommet du G8, du mois de mai 2011, n'a-t-on pas entendu Mark Zuckerberg, le célèbre patron de Facebook, refuser d'endosser toute responsabilité dans ces mobilisations populaires?

Et pour cause. C'est par un étrange retournement de situa-

tion, sinon par une ironie de l'histoire, que les instruments paradigmatiques de l'individualisme moderne ont été détournés de leur but primordial, par des populations décidées à faire feu de tout bois à l'appui de leur lutte politique, et aidées en la circonstance par les réseaux sociaux. C'est ce mouvement que le philosophe italien Giorgio Agamben

Au lieu d'être aidées par les réseaux sociaux, les populations arabes ont commencé par s'en affranchir. Et c'est peut-être là la première étape, symbolique, de leur long chemin vers la liberté.

qualifie de « profanation »⁵, soit la restitution au libre usage des hommes de ces choses sacrées et religieuses qui, d'une manière ou d'une autre, appartenaient aux Dieux.

Au lieu d'être aidées par les réseaux sociaux, les populations arabes ont commencé par s'en affranchir. Et c'est peut-être là la première étape, symbolique, de leur long chemin vers la liberté. ■

3 J. Piron, « Facebook et la révolution (réalité brute) », *Aide mémoire*, n°56, avril-mai 2011.

4 <http://owni.fr/2011/08/17>

5 G. Agamben, *Qu'est-ce qu'un dispositif?*, Paris, Rivages/Payot, 2008, p. 39.



Barcelone, Plaça de Catalunya, 21 mai 2011 © Julien Lagarde



Dégager pour voir

Politiciens aux ordres des marchés financiers, médias ensorcelés par le système ultralibéral : la démocratie est malade. Il faut donc qu'elle dégage. Un risque ? Ou plutôt une chance ? Présentation du « dédagisme ».

ANNE LÖWENTHAL ET LAURENT D'URSEL

collectif «Manifestement»

Madrid, Puerta del Sol, 20 mai 2011 © Meryabad

Barcelone, Plaça de Catalunya, 21 mai 2011 © Julien Lagarde

Morceau choisi

Sans surprise, c'est d'abord en Espagne, pays qui a baigné dans la civilisation arabe huit siècles durant, que le printemps arabe trouva l'écho le plus vibrant. Même s'il est sans commune mesure avec celui qui, en Tunisie, a valu à Ben Ali d'être dégage, le désespoir absolu dans lequel la crise économique plonge une bonne partie de la population espagnole y est sans doute aussi pour quelque chose. Tout balbutiant soit-il, le mouvement des indignés qui a essaimé depuis la Puerta del Sol un peu partout en Europe, est clairement un calque édulcoré du dédagisme à la manière égypto-tunisienne : d'un côté des jeunes sans avenir, de l'autre « des jeunes qui s'inquiètent de leur retraite, par exemple ».

Les candidats à l'exode dédagiste vers le Nord seront encore nombreux et l'accueil glacial qui leur sera réservé sera donc à l'échelle des contestations de la démocratie (inféodée à un néolibéralisme débridé) qui s'y concoctent. Mais ce dont les dédagistes du Sud témoignent surtout et témoigneront encore, c'est de l'impérative méfiance à développer désormais à

l'endroit de toute forme de détention du pouvoir. Qu'il s'agit moins en fait d'exiger « la démocratie réelle, maintenant », comme le répètent à l'envi les indignés, que de découvrir en quoi même la sacro-sainte démocratie est un système

politique consternant et une hallucination collective, en quoi la démocratie, muée en religion, est devenue une redoutable machine de guerre mentale à arrêter de penser (résister/rêver/inventer), en quoi la protodémocratie s'impose de toute urgence. « Démocratie, dégage ! », telle est la leçon subliminale que le Sud vient donner au Nord. ■

Pour en savoir plus : <http://www.manifestement.be>



Hasard du calendrier, le 23 janvier 2011, tandis que plus de 30 000 citoyens belges affolés déambulaient dans Bruxelles pour réclamer « un gouvernement, et tout de suite, et peu importe lequel pourvu qu'il y en ait un ! », moins de 200 joyeux protodémocrates autoproclamés (des démocrates revenus de toutes les illusions charriées par la démocratie) déambulaient de la rue de la Démocratie à la place de la Résistance de la même ville sous le slogan : « Tous unis contre la démocratie ! ».

Pendant ce temps, les Tunisiens contemplaient le vide.

Un vide laissé par un pouvoir dont ils n'avaient plus voulu et qu'ils avaient chassé le 14 janvier d'un simple cri : « Ben Ali, dégage ! ». Sans jamais préciser par qui ou ce par quoi il serait remplacé.

Au soir du 23 janvier, alors qu'ils festoyaient pour célébrer le succès de leur manifestation « Tous unis contre la démocratie ! », les membres du Collectif « Manifestement » forgèrent, à la

lumière du dégagement de Ben Ali, le concept de dédagisme, coextensif de celui de protodémocratie qu'ils avaient déjà peaufiné : quelle maturité politique faut-il en effet pour se mobiliser sans la foi forcément aveugle en une alternative miracle, avec la seule certitude de ce qu'on ne veut plus !

Les Tunisiens démontraient aux membres du Collectif que

Il ne s'agit ni de créer le vide pour le vide, ni de jouir du vide, ni de substituer un système à un autre pour combler à tout prix le vide.

tout protodémocrate est un dédagiste en puissance. Le Manifeste du dédagisme rédigé depuis lors par le Collectif démontre aux Tunisiens dédagistes qu'ils sont d'authentiques protodémocrates.

Non, il ne faut pas « un gouvernement à tout prix ». Oui, il vaut mieux « pas de gouvernement » que « n'importe quel gouvernement ». Mais, de toute façon, le débat est en ces termes

mal posé : les sans-papiers expulsés sans discontinuer démontrent à eux seuls que le gouvernement en affaires courantes qui règne en Belgique depuis 15 mois n'est en rien assimilable à la vacance du pouvoir, au vide de la place du pouvoir dédagée de ses anciens ou futurs occupants fébriles.

Il y a beaucoup à dégager, en revanche, si l'on veut pouvoir ôter les guillemets à la démocratie dans laquelle on vit, dans laquelle le pouvoir réel est aux mains des financiers par le truchement de politiciens aux ordres qui n'ont de cesse de rassurer les marchés fi-

nanciers et de faire des ronds-de-jambe à la porte des agences de notation, un pouvoir qui ne voit dans les plus faibles que de regrettables dégâts collatéraux d'un système par ailleurs incontournable, inquestionnable, impératif, un pouvoir qui a si bien lavé le cerveau des médias qu'ils ont dédaigneusement trouvé « populiste » la proposition courageuse de l'ultralibéral Barroso de taxer

les transactions financières.

Comment vivre sans guillemets ? Il faut d'abord dégager. Faire le vide. Et ensuite, nous verrons bien. Le dédagisme est le nom donné à ce risque-là, qui est surtout une chance, non de repartir angéliquement à zéro mais de repartir fort des leçons et des échecs et des désillusions du passé. Un vide pour reconstruire autre chose en mieux. Un vide qui donne sa chance à l'inédit, laisse la place à une improvisation éclairée. Un vide qui soit un appel d'air. Une oxygénation de l'imagination politique.

Le dédagiste n'est donc ni un nihiliste (épris de vide), ni un révolutionnaire (allergique au vide), ni un anarchiste (obsédé par le pouvoir). Il ne s'agit ni de créer le vide pour le vide, ni de jouir du vide, ni de substituer un système à un autre pour combler à tout prix le vide. Le dédagiste ne propose rien *a priori*. Il pratique la politique de la chaise vidée et désormais susceptible d'éjecter au premier faux pas quiconque s'y assoira un jour. Car telle est l'intuition anthropologico-philosophique à la base du dédagisme : le pouvoir qui existe pour lui-même

ne fait pas son office. Le pouvoir est une contrainte. Le pouvoir est un service rendu. Le pouvoir est une corvée rarement enviable. Et il faut dégager toutes affaires cessantes celui qui en fait une passion, une fin en soi, une jubilation narcissique.

Mal comprise à l'époque, la manifestation « Tous unis contre la démocratie ! » a désormais pris sens dans bien des esprits. Depuis la Tunisie jusqu'à l'Espagne, en passant par nos placettes bruxelloises, des citoyens « indignés » se soulèvent avec plus ou moins de cohérence contre un système qui, constatent-ils, ne les représente plus. Gageons qu'en mûrissant, ils oseront affronter le vide, certes angoissant, mais seul susceptible d'être rempli avec perspicacité et discernement. Gageons que les révolutionnaires auront le courage de se coltiner le vide. Gageons que les anarchistes finiront par le remplir intelligemment.

La perspective du Manifeste du dédagisme est résolument théorique, bavarde, jubilatoire, émancipatrice, subjective. Le Manifeste se définit comme « un exercice politique de gymnastique mentale ». ■

Les raisons d'agir d'une jeunesse pas gâtée

Les jeunes communistes du PTB ont salué sans réserve le mouvement des « Indignés ». Mais peut-on de façon crédible rallier un mouvement radicalement démocratique sans avoir rompu avec le stalinisme ni avec certains partis et régimes qui en sont les derniers héritiers ?

La présidente de Comac, le mouvement des jeunes du PTB, s'explique.

AURÉLIE DECOENE

présidente de Comac

« Où est la gauche ? En bas à droite. » Madrid, Puerta del Sol, 20 mai 2011 © Meryabad

Les banquiers et les spéculateurs, en un mot les millionnaires, ont marqué en 2008 le coup d'envoi du hold-up du siècle. Plus de 2000 milliards de dollars ont été dépensés mondialement par les pouvoirs publics pour sauver les banques. La folie des marchés a ainsi engendré une crise des finances publiques sans précédent.

Avec l'austérité comme seule ligne d'horizon, les gouvernements européens répètent que nous devons tous nous serrer la ceinture. Les dividendes ne sont par contre en rien inquiétés, ceux-ci ayant même triplé en dix ans et enregistrant leur plus forte hausse en 2008 et 2009, soit au plus fort de la crise¹. Pendant ce temps, les populations d'Irlande et du sud de l'Europe paient comptant les mesures qui leur sont imposées par l'Union : destruction des services publics et du droit du travail, diminution vertigineuse des salaires, des pensions et des allocations de chômage, licenciements par milliers et pressions à la hausse sur les coûts de l'éducation. Pour la jeunesse, l'avenir est promis à une crise permanente. Celle du chô-

mage et de la précarité.

Derrière les chiffres, ce sont des dizaines de millions de vies humaines qui sont ainsi bousculées, opprimées. Des parcours interrompus, des perspectives détruites. Des études qu'on ne fera pas, des vocations qu'on ne réalisera pas, des emplois qu'on n'aura pas... Et qu'ont eu à dire les populations là-dessus ? Rien. D'une crise économique à une crise des finances publiques, nous nous retrouvons aussi en pleine crise démocratique.

Contestation face à la crise du système et critique du manque de participation démocratique qu'offre notre système politique : voici les premières raisons d'agir du mouvement des Indignés.

Mais l'émergence de ce mouvement ne peut être appréhendée sans parler du rôle des partis traditionnels. Alors même que la crise économique et démocratique actuelle montre chaque jour l'essoufflement du système capitaliste, plus aucun des partis qui se partagent le pouvoir ne porte de projet de changement de société. Au contraire, même les partis sociaux-démocrates participent aux gouvernements de l'austérité : en Espagne, en Grèce, jusqu'il y a peu au Portugal... et bientôt

en Belgique. Même ceux qui se disent de gauche se sont condamnés à l'impuissance en acceptant l'agenda du capital. Loin de verser dans l'humilité, certains témoins comme Louis Tobback (SP.a) ont préféré attaquer le mouvement des Indignés, plutôt que de porter un regard critique sur leurs propres choix politiques. « *C'est une génération gâtée, qui préfère manifester du lundi au vendredi car ils ont déjà booké un vol Ryanair en last minute pour le week-end. Nous avons négligé leur éducation.* », a-t-il ainsi déclaré au *Standaard* fin mai².

« *Ils ne nous représentent plus* », disent, à juste titre, les Indignés. Le pas est vite fait, dès lors, pour une partie de ce mouvement de rejeter en bloc les partis et la « politique ». Comme organisation politique de jeunes de gauche, nous n'applaudissons pas cette orientation et nous en débattons dans le mouvement. Mais nous soulignons que la responsabilité de cette évolution incombe avant tout à cette gauche de gouvernement qui semble tout mettre en œuvre pour tenir les jeunes à distance de la prise de décision politique. Nous travaillons à politiser les jeunes, et si nous critiquons un certain apolitisme, nous ne le

faisons pas au bord du chemin, en spectateurs mais en participant à ce mouvement. D'autant plus que, dans tous les débats des Indignés, se retrouvent des opinions politiques différentes qui recouvrent tous les grands courants politiques historiques de la gauche : anarchistes, communistes, sociaux-démocrates, éco-

« C'est une génération gâtée, qui préfère manifester du lundi au vendredi car ils ont déjà booké un vol Ryanair en last minute pour le week-end. [Louis Tobback]

logistes. Les nombreuses listes de revendications qui ont circulé sur internet sont un signe de la richesse des débats politiques. Rejeter les Indignés pour leur apolitisme, ce serait être aveugle aux débats et contradictions présents dans le mouvement. Ce serait nous interdire de mener le débat de société que la crise du capitalisme met pourtant bruyamment à l'ordre du jour. Ce serait condamner le mouvement à être récupéré par les tenants du pouvoir établi.

UNE REMISE EN CAUSE DE NOS FONDAMENTAUX ?

Les organisations politiques de gauche doivent-elles être interpellées par le mouvement des Indignés ? Bien sûr.

L'émergence de ce genre de mouvement est inévitable en temps de crise. Mais l'expression de la révolte n'est pas toujours celle qu'on attend, ni la reproduction de ce qui s'est passé auparavant. Et, on le constate, cette révolte est très diverse. Les luttes organisées sont toujours bien présentes, comme en Grèce contre l'austérité, en Grande-Bretagne dans l'enseignement supérieur, en France contre la réforme des retraites. À côté de cela, il y a les formes plus nouvelles de contestation, plus floues et portées par les réseaux sociaux : les Indignés, mais aussi chez nous la manifestation *Shame* de janvier 2011. Enfin, on ne peut passer à côté d'autres formes de contestation, comme l'étaient les émeutes en Grande-Bretagne, qui rappellent que la détresse ne mène pas spontanément à un projet politique et que des organisations militantes sont nécessaires pour donner des perspectives.

La contestation sociale est en constante transformation, qui est tout sauf linéaire. Nous sommes aujourd'hui face à une crise jamais vue, qui pose le défi de s'ouvrir aux nouvelles évolutions. Nous n'avons ni recette, ni mode d'emploi pour inverser le rapport de forces, pour renverser la vapeur, pour faire payer la crise à ceux qui l'ont causée. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai été à la rencontre des Indignés de Madrid au début de leur campement. Pour comprendre, mais aussi pour apprendre. J'ai été impressionnée par le nombre de gens qui y faisaient leur première démarche politique. Par l'esprit collectif qui y régnait. Par ce campement, véritable bricolage construit progressivement, grâce aux connaissances multiples de tous ceux qui s'y sont impliqués. Par ces assemblées

quotidiennes de centaines et de centaines de personnes, dans lesquelles on tentait tant bien que mal de prendre les décisions au consensus. J'en suis aussi ressortie convaincue de la nécessité de s'organiser pour assurer une contestation durable. De la nécessité de rassembler autour de revendications claires et de mener le débat sur la nécessaire alternative de société au capitalisme.

UNE VIEILLE MARCHANDISE DANS UN NOUVEL EMBALLAGE ?

Si les nouvelles formes de lutte doivent être une source permanente d'apprentissage pour la gauche organisée, nous ne pensons pas pour autant que tout soit à réinventer. Le système capitaliste connaît une des crises les plus importantes de son histoire, qui est loin de toucher à sa fin. Il est donc bien normal que l'on se réfère à Marx. Serait-ce donc ressortir une vieille marchandise ? Oui, cela le serait si cela consistait à répéter aveuglément quelques citations sans lien avec la réalité. Mais non, si l'on se nourrit de la théorie marxiste pour faire une analyse vivante des contradictions telles qu'elles se présentent actuellement. Un mouvement de jeunes marxistes comme Comac pose un regard critique mais nuancé sur les expériences positives et ratées du socialisme au XX^e siècle. Il s'oppose à un anticommunisme primaire qui a servi à justifier la doctrine Tina³ qui a voulu paralyser les mouvements de contestation. Une théorie marxiste qui montre toute sa jeunesse à l'heure où il y a unanimité pour accepter le dogme de la course au profit. Une marchandise qui se doit d'être toujours renouvelée donc, dans un emballage qui lui aussi se doit de l'être. Car parler d'une société en permanente évolution exige une approche dynamique et créative. ■

1 « La crise profite aux actionnaires », *Le Soir*, 19 septembre 2011.

2 « Tobback begrijpt de jongeren niet meer », *De Standaard*, 28 mai 2011.

3 *There is no alternative.*

Les verts sont-ils (déjà) has been ?

Ils allaient faire de la politique autrement et se voulaient en prise avec les nouvelles émergences citoyennes. Arrive le mouvement des « Indignés ». Entre eux et les partis écologistes, le contact ne se fait pas. Pire : on a l'impression qu'ils n'ont rien à se dire.

Pour Olivier Biérin, d'Écolo-J, c'est un avertissement. Il faut que les écologistes s'immergent plus et mieux dans la société.

OLIVIER BIÉRIN

co-président d'Écolo-J

Madrid, Puerta del Sol, 22 mai 2011 © martius

Depuis plusieurs mois, de nombreux mouvements émergent dans le paysage public belge et européen. Tous se réclament à des degrés divers d'une rupture avec les usages traditionnels tant de la politique que de la démocratie telle qu'elle fonctionne : *Shame*, les Indignés, *Not in our name*, Pirates, G1000... surfent sur une tendance populaire réclamant une « politique autrement » ou « une autre politique ».

La volonté de faire de la politique autrement a longtemps été incarnée par le mouvement vert. Elle se double désormais de la revendication d'une autre politique. Cette revendication s'impose aujourd'hui comme jamais, tant la sortie des « Trente glorieuses » a remis en cause le modèle social forgé depuis l'après-guerre, la social-démocratie qui en était le rempart historique ayant fait le choix du social-libéralisme plutôt que de l'écologie comme prix de sa modernisation. Cette situation exige des écologistes une sorte de redéploiement de leur investissement : ils doivent concrétiser la volonté de faire de la politique autrement de

manière à ce qu'à cet autrement de la politique s'ajoute l'alternative systémique à l'offre politique unidimensionnelle existante, arc-boutée au productivisme, extrême gauche comprise. Or cette double dynamique ne va pas de soi pour un mouvement devenu parti qui s'est « installé » d'avantage au sein du champ politique (notamment en intégrant les exécutifs) tout en demeurant relativement isolé pour porter haut la critique politique organisée contre le modèle de développement ultra-dominant. Pourtant, mener de front cette double dynamique est la condition impérative pour apparaître comme la réponse politique adéquate aux revendications des nouveaux mouvements citoyens.

On se trouve là face à une grande difficulté structurelle pour les écologistes, qui ont décidé de changer le système de l'intérieur tout en pesant sur le réel mais qui n'ont plus *a priori* la virginité politique nécessaire pour s'associer à des mouvements citoyens se proclamant apolitiques et/ou non partisans. Certains, par leur souci de proposer un autre modèle, non productiviste, et par la priorité accordée à la participation citoyenne voire à la démocra-

tie directe, devraient être des alliés naturels des écologistes. Cependant, la participation au pouvoir l'empêche, car elle implique des compromis, et que dans le contexte actuel de défiance vis-à-vis du politique, l'étiquette « parti » est devenue suspecte.

ECOLO DOIT S'INTERROGER

Un parallèle peut aussi être fait avec les mouvements de la transition, tels que « Villes en transition », qui, estimant que les enjeux et l'urgence sont tellement grands, se doivent de transcender les clivages, notamment gauchedroite, et idéalement de rassembler tous les partis, toutes les associations, tous les citoyens.

Ecolo ne pourra plus revenir en arrière, redevenir un mouvement. Toutefois, la plus grande attention doit être accordée à rester en accord avec nos fondamentaux : faire de la politique autrement, pour une transition de l'économie et de la société, avec, par, et pour tous les citoyens. Ces dernières années, Ecolo a pu donner l'impression de se consacrer trop à la participation (ou à l'opposition) au pouvoir, et pas assez à la construction d'une société avec tous ses acteurs. Des processus tels que « Ecolo au Pluriel »¹, et

les « Rencontres de l'écologie politique »² devraient y pallier. Il est évident que ces éléments ne seront cependant pas suffisants. En interne comme vers l'extérieur, nous devons rester constamment vigilants pour que compromis et pragmatisme ne deviennent pas compromission et capitulation

Nous devons rester constamment vigilants pour que compromis et pragmatisme ne deviennent pas compromission et capitulation face au système en place.

face au système en place (sur le mode largement usité au PS de « ok, notre présence ne change rien, mais sans nous, ce serait pire »).

Pour cela, Ecolo devra continuer à s'interroger, sans tabous, sur une diversité de thèmes comme celui, en interne, du non-cumul des mandats, de leur nombre limité dans le temps, des pratiques de dérogations (qui ont tendance à devenir automatiques) ou, vers l'extérieur, de notre mobilisation dans les manifestations ainsi que notre pré-

sence sur le terrain. La réflexion est constante, les moyens toujours limités, mais force est de constater qu'Ecolo est encore trop peu présent dans certains lieux, et parmi certains segments de la population. Nous nous devons, de façon générale, de mettre en place concrètement des outils participatifs, à tous les niveaux, afin d'impliquer tous les citoyens dans les prises de décisions.

Nous devons aussi en permanence nous ajuster à l'évolution des nouvelles technologies, les opportunités de démocratie participative qu'elles offrent, et surtout le potentiel d'émancipation qu'elles permettent, en combattant leur potentiel tout aussi présent de répression des libertés individuelles et de dérives sécuritaires. Cette démarche se réalise déjà dans le cadre des Rencontres de l'écologie politique, sous l'impulsion notamment d'Ecolo-J.

L'ÉCOLOGIE, SEULE VOIE DE SALUT

Enfin, nous devons nous opposer à « l'austérité qui vient », qu'on nous annonce comme inéluctable, démontrant actuellement en Grèce, au Royaume-Uni... toute son absurdité, ajoutant *ad nauseam* de l'injustice à un système qui montre chaque jour, de plus en plus, ses limites. À nous de proposer des solutions positives pour ce monde en transition.

Les enjeux sont énormes. La politique, aujourd'hui plus que jamais, dégoûte, paraît à la fois violente et impuissante, d'autant plus en Belgique avec la crise institutionnelle de ces derniers mois et années. Le caractère usant et corrompteur du pouvoir, ainsi que la volonté de la plupart de ceux qui le détiennent d'en maintenir éloigné le peuple, a depuis bien longtemps maintenu un fossé entre le citoyen et ses élus. Le capitalisme mondialisé a creusé ce fossé, concomitamment au gouffre des inégalités sociales, macro et

micro, et à la destruction de la planète. Enfin, l'abdication de la presque totalité du monde politique, ayant pour seule variable d'ajustement la volonté plus ou moins forte de renforcer ou réduire les « stabilisateurs économiques », et pour seul projet de ne pas froisser marchés financiers et agences de notation, au détriment de l'emploi et des politiques sociales, achève de démontrer jour après jour aux citoyens son impuissance et son asservissement à l'économie et à la finance, aux solutions néolibérales imposées par la Troïka (UE, FMI, BCE), et ouvre grand la voie aux populistes.

Le modèle craque de partout, nous sommes au carrefour de toutes les crises, c'est une évidence. Bien. L'écologie politique est, j'en suis convaincu, la réponse, et la seule idéologie apte à appréhender le XXI^e siècle. Certes. Mais pour le « parti vert le plus puissant du monde »³, le risque existe de devenir également le parti vert le plus *mainstream* du monde. Pour l'éviter, pour se faire le catalyseur des nouveaux mouvements sociaux et des défis qu'ils affrontent, pour défendre l'intérêt général et répondre aux attentes de tous les citoyens, même et surtout de ceux qu'on n'entend jamais, une mutation et des adaptations constantes sont nécessaires. L'énergie, l'envie et les idées sont là. Il ne s'agit plus de réformer le système, il s'agit de réinventer la politique. ■

1 Visant à créer du lien avec des publics qu'Ecolo ne touche malheureusement pas assez (précaires, citoyens issus de l'immigration...) et à diversifier militants et électeurs, majoritairement classe moyenne universitaire.

2 Les « REP », ce sont les nouveaux « États généraux », qui nous avaient conduit à la rencontre de l'ensemble de la société civile dans les années nonante, à la refonte complète de notre programme, et finalement auront contribué à la victoire.

3 Proportionnellement, selon un célèbre coprésident de parti, dont les propos ont transité par la bouche d'un ambassadeur, puis de wikileaks, et été traduits par le PTB.

L'indignation salutare

Entre le déficit démocratique qui accompagne la construction européenne et la révolte des Indignés, il y a un lien direct. Pour la politologue Corinne Gobin, ce n'est pas d'abord la misère qui les pousse dans les rues, mais le mépris, l'arrogance et l'immoralité des élites.

CORINNE GOBIN

maître de recherche du FRS/FNRS à l'ULB en sciences politiques.

Barcelone, Plaça de Catalunya, 21 mai 2011 © Julien Lagarde

ls sont indignés car ils sont méprisés.

« Une personne sur cinq est menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'Union européenne. Ce grand nombre d'individus vivant en marge de la société mine la cohésion sociale et limite le potentiel des Européens ». La dimension sociale de la stratégie Europe 2020. Rapport du comité de la protection sociale, Union européenne, 2011-Synthèse, p. 6.

« ... les gens devront impérativement être plus nombreux à travailler, et plus longtemps. [...] les nombreux individus de 60 et même 70 ans seront globalement parlant en bonne condition physique, en bonne santé et capables de mener une vie active dans tous les domaines, y compris professionnel. », Commission européenne, Agenda social, avril 2003, p. 4.

« Dans la plupart des futurs États membres, les formes d'emploi sont peu diversifiées, et le faible développement de formes d'emploi telles que le travail intérimaire, le travail à temps partiel ou le travail à durée déterminée entrave la création d'emplois. », Éditorial par Odile Quintin, Com-

mission européenne, Agenda social, juillet 2003, p. 2.

« Les salaires sont élevés par rapport à la productivité (notamment dans la zone du franc CFA) même si les salaires réels ont reculé d'un quart environ en Afrique depuis 1980. [...] L'Afrique n'est tout simplement pas compétitive dans un monde de plus en plus ouvert à la concurrence. », Rapport de la Banque mondiale, 1989, L'Afrique subsaharienne : de la crise à une croissance durable, p. 4.

STOP AU MÉPRIS

Un ras-le-bol général, un refus massif dans le monde d'être soumis à des décisions politiques de plus en plus absurdes obéissant aux pseudo « lois du marché », d'être écartelé entre un possible technologique qui ouvre des possibilités extraordinaire de mieux-être et une réalité qui plonge de plus en plus de monde dans la survie et non la vie...

Marre d'être... les pauvres et les faibles de service, les délinquants urbains, les populations cibles, les cohabitants, les isolés, le capital humain, les ressources humaines, ceux qui ne sont pas

assez employés et employables, adaptés et adaptables, flexibles et flexiblables, ceux qui vivent trop longtemps et qui n'ont pas fait assez d'enfants soit les dégroupilleurs de la bombe démographique, ceux qui auront la chance d'être en vie à 70 ans car ils seront les fleurons de la nouvelle croissance, ceux qui menacent la planète car ils passent trop de temps à laisser couler l'eau du robinet quand ils se lavent les dents...

S'il fallait trouver un trait d'union entre tous les mouvements de protestation et de contestation actuelles dans le monde, ce serait cela : un énorme stop au mépris des élites politiques et économiques à l'égard des peuples, ces fameux « individus » des rapports politiques qu'il serait nécessaire de guider et canaliser fermement.

Le discours politique est devenu un bruit qui fait mal, pas seulement aux oreilles mais surtout à l'intelligence et la dignité humaines.

Au-delà de ces constats, le regard scientifique oblige à étudier les caractéristiques socio-économiques et les chronologies politiques de chaque pays pour com-

prendre comment et pourquoi se structurent cette contestation et ses nombreuses formes, nécessairement variées avec des traits peu convergents, comme le sont les conditions d'existence entre les différentes classes et catégories sociales. Savoir dans quelle condition, atmosphère, milieu de vie et de socialisation... les personnes nées depuis les années 80 ont eu la possibilité « d'encaisser » ou non un quotidien façonné par « la crise » ou au moins l'ombre de celle-ci.

Un tel travail sociologique est d'autant plus difficile à remplir que l'heure n'est plus, chez les gouvernants, au financement de grandes enquêtes sociales quantitatives générales pour comprendre quels sont les besoins à remplir afin de développer une société de bien-être social collectif.

Ici, beaucoup plus modestement, je me contente d'attirer l'attention sur la question du mépris, sur cette nouvelle arrogance élitiste dont se parent les principaux dirigeants du monde d'aujourd'hui pour pouvoir mieux se distancier des peuples et leur passer la corde au cou.

DU MÉPRIS À L'INDIGNATION

Nous le voyons aussitôt : nous avons affaire à une dynamique de type moral, protopolitique. Car cela fait plus de 20 ans que les discours officiels (des élites politiques, économiques, médiatiques...) sont saturés par la morale. *De facto*, comment serait-il possible d'avoir une société de haute maturité politique, une société de plein débat, dès lors que la doctrine du libre-échange (soit le libéralisme économique) est devenue le nouvel opium du pouvoir et des médias officiels ? Une seule voie/voix possible : la voie/voix du marché. Celle-ci serait naturelle, équilibrée, rationnelle... et donc indiscutable, au-delà de toute considération politique possible. Car c'est la voie morale du bien ; tout le reste relève de l'inconcevable (... et du mal ?). *The best and the one way* : le consensus au pouvoir.

La contestation politique ne peut jamais qu'être l'image inversée dans le miroir du pouvoir politique tel qu'il s'exprime. Un régime de pouvoir qui se veut apolitique, « centriste », « technique », dont l'objet principal est d'assurer la compétitivité de l'économie, ne dispose plus que de l'argument moral pour gouverner vu que le plein débat contradictoire – fondement d'une démocratie aboutie – lui serait néfaste. Toute réforme prônée serait dès lors nécessaire, il n'y aurait pas à discuter... et si nous ne nous y soumettons pas, la punition s'abattra sur l'ensemble de la société (bombe démographique, bombe écologique, bombe salariale...).

Ras-le-bol d'être transformé en mineurs politiques, en mineurs sociaux, en mineurs économiques...

L'on ne peut installer une société pleinement politique que si l'on accepte et respecte le principe de base qu'est l'égalité (en matière de distribution des richesses mais aussi politique et je renvoie aux tensions communautaires belges). Sans quoi, la peur (et son pendant moral, le mépris)

domine et dominera toujours... La peur de l'autre, la peur des pauvres, la peur des peuples...

L'on reprocherait aux indignés d'être « trop peu politisés » ? Mais comment l'être dans une société qui a mis entre parenthèse le principe du suffrage universel, qui vise à abolir le droit des peuples à l'auto-détermination ? Pour ce qui concerne l'Europe et ses États, qu'est-ce d'autre en effet que de vouloir inscrire *ad vitae aeternam* le programme libéral de libre-échange dans les Constitutions, de passer plus d'un an à négocier la formation d'un gouvernement dans un état de négociation secrète, d'avoir peur d'aller aux urnes, d'obliger les peuples à refaire un referendum lorsque le premier acte ne convient pas aux élites, de modifier à son gré la Constitution

Cela fait plus de 20 ans que les discours officiels (des élites politiques, économiques, médiatiques...) sont saturés par la morale.

pour rester à tout prix au pouvoir, d'avoir mis en place des politiques essentielles sans ratification et contrôle parlementaires tel que cela fut le cas en 2004 avec la création de l'Agence européenne de Défense... ?

Cette indignation est extrêmement salutare car elle remet les pendules à l'heure : le contrat social suppose que la classe politique fasse son travail en le fondant sur l'article 21§3 de la déclaration des droits de l'Homme de 1948 : « La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ». Si ce n'est pas le cas, la classe politique n'est moralement plus digne de représenter sa population. À partir de là, tout redevient possible... pour le meilleur comme pour le pire. ■

Le G1000

Certaines indignations sont plus froides que d'autres. Pour les promoteurs du G1000, pas de protestation sans proposition. C'est à un exercice d'intelligence collective qu'ils nous convient.

MIN REUCHAMP

coordonateur de la cellule méthodologie du G1000

Barcelone, Plaça de Catalunya, 21 mai 2011 © Julien Lagarde

Tout parti d'une chronique dans le journal Le Soir rédigée par David Van Reybrouck début février 2011¹. Dans la rubrique «Stoemp flamand», l'écrivain flamand en appelait au développement de nouveaux outils de délibération démocratique qui respecteraient la légitimité de tous les partenaires, ainsi que la volonté de trouver une solution. Cet appel partait du constat suivant : la crise que la Belgique connaît n'est pas uniquement une crise de la Belgique, elle est aussi une crise de la démocratie. Mais, au-delà des mots, il convenait de ne pas s'arrêter là. Ainsi, un groupe de 25 citoyen(ne)s, venant des quatre coins de la société, s'est rapidement constitué autour de David Van Reybrouck en vue de développer concrètement de nouveaux outils démocratiques. Si la sixième réforme de l'État semble pouvoir permettre un apaisement des tensions communautaires, le constat posé demeure d'actualité. En effet, la démocratie représentative que nous connaissons en Belgique depuis 1830 a probablement at-

teint ses limites. Non seulement, les élections ne permettent plus aujourd'hui la constitution d'un gouvernement stable mais, paradoxalement, elles rendent également plus difficile la gestion politique du pays. Le climat d'élection permanente entrave la capacité d'initiative de nos élus et met à mal la recherche de solutions. D'une certaine façon, la démocratie est devenue une dictature du calcul électoral.

Dans ce contexte, les citoyens peuvent être bien plus que de «simples» électeurs. Ces dernières années – voire décennies –, de l'Islande (où un groupe de citoyens travaillent à la révision de la Constitution) à la province canadienne de la Colombie-Britannique (où une assemblée citoyenne de 160 citoyens a proposé un nouveau mode de scrutin pour les élections provinciales), des expériences délibératives ont éclos à travers le monde. En Belgique également, de telles expériences ont vu le jour du niveau local au niveau européen. On peut ainsi penser au *Meeting of Minds: European Citizens' Deliberation on Brain Science*, une démarche assez inédite qui a per-

mis à 126 citoyens non spécialistes issus de neuf pays européens de s'engager, entre 2005 et 2006, dans un processus délibératif sur le thème de l'utilisation des nouvelles connaissances sur le cerveau, à l'initiative d'organisations non gouvernementales et sans but lucratif. Au cours de trois rencontres nationales et deux rencontres européennes, les participants ont eu l'occasion de s'informer et de débattre avec des experts internationaux des conséquences éthiques, sociales et juridiques que peuvent avoir ces avancées scientifiques. À l'issue du processus délibératif, leurs conclusions, sous la forme de 37 recommandations, ont été présentées à des responsables politiques et scientifiques européens, nationaux et internationaux².

Ces expériences le prouvent : bien informés, les citoyens ordinaires que nous sommes peuvent se faire une opinion nuancée et mûrement réfléchie sur certains aspects cruciaux de l'avenir d'une société et peuvent ainsi faire des propositions utiles et applicables. Les défis auxquels nous devons faire face nécessitent une réaction rapide, originale et efficace :

les citoyens peuvent y contribuer, c'est le pari un peu fou du G1000.

UNE FUSÉE À TROIS ÉTAGES

Le G1000 est une initiative citoyenne dont l'ambition est d'être un nouvel outil démocratique, complémentaire aux élections et plus généralement à la démocratie représentative. Concrètement, le projet est conçu comme une fusée à trois étages. D'abord, lancée début juillet, une consultation en ligne de grande envergure pour connaître les sujets de préoccupation des habitants de ce pays qui pourront alors être discutés lors de l'étape suivante. Ensuite, une journée de délibération le 11 novembre 2011 rassemblera 1000 personnes, sélectionnées de manière indépendante et aléatoire afin de refléter – le plus possible – la diversité de notre pays, à Tour & Taxis à Bruxelles. Rassemblés autour de 100 tables de 10 personnes, les citoyens choisis au hasard et préalablement armés des connaissances techniques nécessaires à la discussion tenteront d'élaborer quelques propositions relatives aux thèmes jugés prioritaires. Enfin, un plus petit groupe de ci-

toyens (un G24), dans les mois qui suivent, affinera ces propositions pour formuler des suggestions concrètes à l'issue de trois week-ends de délibération.

LES OBJECTIONS

Mais le G1000, par son caractère inédit, ne manque pas de soulever des interrogations qui ne peuvent être négligées. Des choix importants ont été faits par les initiateurs et ceux-ci méritent d'être expliqués. Ils concernent le financement de l'initiative, la sélection des thèmes et des participants et enfin le but même du G1000.

Initiative pour les citoyens par les citoyens, le G1000 repose sur un financement privé, c'est-à-dire qu'il provient de petits ou grands donateurs sur la base d'un *crowdfunding*. Il n'est donc pas financé par les pouvoirs publics mais bien par des dons privés, sans aucune contrepartie (il ne s'agit donc pas de *sponsoring*), pour un maximum de 35 000 euros (soit 7% du budget total) afin d'éviter que l'événement ne soit acheté par une personne, une entreprise ou encore une fondation. Ce choix est évidemment lourd de conséquence puisqu'au jour d'aujourd'hui, à moins d'un mois de l'événement, l'entièreté du budget n'a pas encore été récoltée. Une réponse possible à cette situation serait de revoir à la baisse les estimations des besoins car, il est vrai, le budget global peut *a priori* sembler élevé, alors qu'il repose sur une initiative bénévole. Si nous cherchons continuellement à réduire les coûts, certains postes (dont les plus importants sont le coût de la journée du 11 novembre et du processus délibératif qui la suivra, le recrutement, la communication ou encore la coordination du projet), ne peuvent être diminués sans mettre en péril la qualité de l'organisation d'un tel projet. Aucun détail ne peut être négligé, cela va de l'envoi d'un ticket de train aux participants au dispositif pour insonoriser au mieux le grand hall qui accueillera les 1000 participants. Enfin, le G1000 peut compter sur un grand engagement citoyen bénévole : plusieurs centaines de

personnes contribuent, de différentes manières (comme la prise de contact avec les participants ou l'animation des tables de discussion), à sa préparation et son organisation, permettant ainsi de véritables économies bien qu'elles soient invisibles financièrement parlant.

La définition de l'ordre du jour du G1000 constitue une autre dimension qui a été traitée avec soin. Nul n'ignore l'importance de la mise à l'agenda dans toute discussion de nature politique. C'est pourquoi le premier étage de la fusée visait à organiser une consultation du public de grande ampleur ; ainsi possibilité allait être donnée aux habitants de ce pays de définir l'ordre du jour du 11 novembre et donc de l'ensemble du processus. Sur le site du G1000, dans un premier temps, tout un chacun a eu la possibilité de déposer une idée, une question, un thème pour venir nourrir une boîte à idées. Quelque 6600 visiteurs ont consulté cette boîte virtuelle et plus de 3000 idées y ont été déposées de début juillet à mi-septembre – cer-

Le G1000 est une initiative citoyenne dont l'ambition est d'être un nouvel outil démocratique, complémentaire aux élections et plus généralement à la démocratie représentative.

taines d'entre elles ayant été récoltées hors-ligne afin d'élargir la provenance des propositions. Chacune de ces idées a été codée selon une grille de codage reprenant un large éventail de rubriques permettant ainsi de systématiser l'analyse, d'une manière compréhensive et transparente. Ce *codebook* comprenait ►

1 David Van Reybrouck, «Des tranchées, en Flandre aussi», *Le Soir*, 3 février 2011, page 17.

2 Meeting of Minds, "European Citizens' Assessment Report", Bruxelles, Fondation Roi Baudouin.



des catégories politiques et institutionnelles, par exemple «réforme de l'État» avec des sous-catégories telles que «BHV» ou «partage des compétences», sociales, telles que «pensions» ou sécurité sociales, économiques, par exemple «impôts» ou «crise bancaire», mais encore notamment environnementales, médiatiques, pédagogiques, en laissant pour chacune de ces celles-ci, une catégorie ouverte.

Après ce codage minutieux, réalisé collectivement par la cellule méthodologie et sous la supervision de deux experts extérieurs, pour assurer une validité interne et externe, chaque thématique a été pondérée par sa fréquence multipliée par le nombre de votes reçus et l'appréciation donnée par le public (sur une échelle de 0 à 5 étoiles). Un classement a ainsi pu être obtenu. Les 25 premières thématiques, reformulées sous forme de questions, ont été mises au vote du public et les – trois – questions jugées les plus importants seront discutées par les 1000 participants.

LA SÉLECTION

Qui sont ces 1000 personnes? Et surtout comment ont-elles été sélectionnées? Cinq grandes possibilités étaient envisageables pour la sélection des participants, allant d'un recrutement aléatoire en face à face à une sélection par différentes associations de la société civile, en passant par un recrutement aléatoire par téléphone, un recrutement aléatoire dans une base de données préexistante ou un recrutement aléatoire dans une base de données créées pour l'occasion. Ces différentes possibilités se différencient principalement par le degré d'auto-sélection (et donc par leur coût), élément fondamental s'il en est. Notre souhait était simple, mais coûteux : donner à chaque habitant de ce pays la même chance de pouvoir participer à la rencontre du 11 novembre. Étaient donc exclues

toutes les méthodes reposant sur une auto-sélection directe. Dans cette perspective, notre premier choix était un recrutement en face à face, par un institut spécialisé indépendant. Mais la lourdeur de ce processus n'aurait pas permis la tenue du G1000 à si courte échéance. Nous avons donc opté pour un recrutement aléatoire par téléphone qui, grâce au taux de pénétration de 99% (téléphone fixe et/ou mobile) que connaît la Belgique, de réellement donner la même chance à tout un chacun d'être sélectionné. Afin

Nous voulons surtout contribuer à déplacer le débat, à l'élargir et à le vivifier – sans préjuger encore de son contenu et donc sans minimiser les conflits et les tensions mais en offrant un forum délibératif pour les exprimer.

d'atteindre la plus grande diversité possible, le recrutement respecte des quotas, en fonction de la composition de l'ensemble de la population, pour le genre, l'âge et la province (et donc la répartition entre les régions linguistiques).

Si les dimensions socio-économiques ne sont pas directement prises en compte par des quotas (le budget du recrutement aurait alors explosé), nous les contrôlons jour après jour afin d'être sûr que toutes les catégories de la population soient bien présentes dans le groupe de participants, ce qui est le cas jusqu'à présent. Le risque que, le 11 novembre, la salle soit uniquement composée d'hommes, belgo-belges, universitaires est nul. Mais on l'aura compris également, les 1000 participants ne seront pas représentatifs de la population belge (il ne leur est d'ailleurs pas demandé de la représenter – ils parleront en leur nom). La représentativité statistique est d'ailleurs quasi-impossible à atteindre puisque dès le refus d'une seule personne

de participer, elle est n'est plus possible. Nous avons voulu réunir un groupe le plus diversifié possible, en mettant en place un recrutement aléatoire par téléphone, suivi par une prise de contact par les ambassadeurs – bénévoles – du G1000 afin de donner un visage citoyen au processus.

L'OBJECTIF ULTIME

Quel est le but de cette initiative? Ou en d'autres termes quel est l'agenda politique du G1000? Car aucune initiative, même citoyenne, n'est naïve. L'objectif est simple (mais pas nécessairement simple à mettre en place) : offrir à la démocratie un processus, complémentaire au dispositif représentatif actuel, qui permet aux ci-

toyens, à certains d'entre eux sélectionnés de manière aléatoire, de s'informer, de discuter et délibérer sur des sujets jugés prioritaires, par d'autres citoyens, pour la définition de l'avenir de la Belgique. Pour l'atteindre, la transparence et rigueur scientifique a dicté les choix qui ont été posés et explicités dans cet article. Le G1000 n'est ni apolitique (il ne nie pas les conflits inhérents à tout vivre-ensemble) ni anti-politique (il ne rejette pas la politique). Il est ouvertement politique et propose une version renouvelée de la démocratie, encore à construire. Nous voulons surtout contribuer à déplacer le débat, à l'élargir et à le vivifier – sans préjuger encore de son contenu et donc sans minimiser les conflits et les tensions mais en offrant un forum délibératif pour les exprimer. ■

Pour en savoir plus :
<http://www.g1000.org>